

Couvin
Doische
Esneux
Etalle
Florenville
Froidchapelle
Habay
Hastière
Hotton
Houyet
Libramont-Chevigny
Marche-En-Famenne
Meix-devant-Virton
Messancy
Momignies
Musson
Neufchâteau
Paliseul
Philippeville
Rochefort
Rouvroy
Saint-Léger
Sivry-Rance
Tintigny
Viroinval
Virton

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de vergoedingen toegekend voor gebieden met natuurlijke of andere specifieke beperkingen.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42747]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le Code wallon de l'agriculture, les articles D.4, D.241 et D.242 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 23 février 2023 octroyant une aide couplée au revenu aux agriculteurs pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, les articles 4, alinéa 2, 6, alinéas 2 et 3, 10, alinéas 2 et 3, 11, alinéa 2, 12, § 4, alinéa 4, 14, alinéa 2, 17, alinéa 2 et 22, § 1^{er}, alinéa 3 ;

Vu le rapport du 18 novembre établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;
Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Aide couplée au revenu pour les cultures protéagineuses*

Article 1^{er}. § 1^{er}. En application de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, dénommé ci-après « l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 », les cultures protéagineuses admissibles, implantées en culture pure ou en mélange entre elles, sont les suivantes :

- 1° le fenugrec (*Trigonella foenum-graecum*) ;
- 2° le lupin (*Lupinus spp.*) ;
- 3° le soja (*Glycine max*) ;
- 4° les fèves et féveroles d'hiver ou de printemps (*Vicia faba*) ;
- 5° les lentilles (*Lens spp.*) ;
- 6° les pois chiches (*Cicer arietinum*) ;
- 7° les pois protéagineux d'hiver ou de printemps (*Pisum sativum*) à l'exclusion de ceux récoltés à l'état frais et destinés à la transformation agro-alimentaire.

§ 2. Un mélange entre des cultures protéagineuses admissibles et des graminées, des céréales, des légumineuses ou des autres protéagineux que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, est admissible si le poids total des semences de cultures protéagineuses admissibles correspond à plus de 50 % du poids habituellement utilisé pour leur semis en culture pure.

Les poids des semences habituellement utilisés pour le semis de protéagineuses en culture pure- sont ceux visés à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité.

§ 3. L'admissibilité d'une culture est déterminée sur base du couvert en place le 31 mai.

Art. 2. En application de l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant de l'aide couplée au revenu pour les cultures protéagineuses est fixé à 375 euros par hectare admissible.

Art. 3. Conformément à l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant visé à l'article 2 peut être adapté dans les limites suivantes :

- 1° 270 euros par hectare admissible minimum ;
- 2° 400 euros par hectare admissible maximum.

CHAPITRE 2. — *Aide couplée au revenu pour les bovins femelles viandeux*

Art. 4. En application de l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les races viandeuses sont les suivantes :

- 1° Angus ;
- 2° Aubrac ;
- 3° Bazadaise ;
- 4° Bison ;
- 5° Blanc bleu belge ;
- 6° Blonde d'Aquitaine ;
- 7° Charolais ;
- 8° Chianina ;
- 9° Galloway ;
- 10° Glanvieh ;
- 11° Hereford ;
- 12° Highland ;
- 13° Limousin ;
- 14° Marchigiana ;
- 15° Parthenaise ;
- 16° Piémontais ;
- 17° Rouge des prés ;
- 18° Salers ;
- 19° Verbeterd Roodbont - Pie-Rouge améliorée ;
- 20° Wagyu.

Un animal dont la mère est de type racial laitier n'est pas admissible à l'aide couplée au revenu pour les bovins femelles viandeux.

Sauf en cas de circonstances exceptionnelles, un animal né à partir du 1^{er} janvier 2023 dont la mère est de type racial mixte, n'est pas admissible à l'aide couplée au revenu pour les bovins femelles viandeux.

Art. 5. En application de l'article 12, § 4, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, la charge en bétail maximale est fixée à :

- 1° 5 UGB par hectare de surface fourragère de 2023 à 2025 inclus ;
- 2° 4,5 UGB par hectare de surface fourragère pour 2026 ;
- 3° 4 UGB par hectare de surface fourragère pour 2027.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par « UGB », les unités de gros bétail au sens de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 48^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité.

Art. 6. En application de l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant de l'aide couplée au revenu pour les bovins femelles viandeux est fixé à 178 euros par animal admissible.

Art. 7. Conformément à l'article 10, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant visé à l'article 6 peut être adapté dans les limites suivantes :

- 1° 160 euros par animal admissible minimum ;
- 2° 178 euros par animal admissible maximum.

CHAPITRE 3. — *Aide couplée au revenu pour les vaches mixtes*

Art. 8. En application de l'article 14, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les races mixtes sont les suivantes :

- 1° Abondance ;
- 2° Blanc-Rouge de Flandre occidentale ;
- 3° Bleue mixte ;
- 4° Buffle d'eau (Wasserbüffel) ;
- 5° Dexter ;
- 6° Fleckvieh ;
- 7° Maas-Rijn-Yssel ;
- 8° Montbéliarde ;
- 9° Normande ;
- 10° Rouge-Pie de l'Est de la Belgique ;
- 11° Rouge des Flandres ;
- 12° Simmental ;
- 13° Vosgienne.

Sauf en cas de circonstances exceptionnelles, un animal né à partir du 1^{er} janvier 2023 dont la mère est de type racial laitier, n'est pas admissible à l'aide couplée au revenu pour les vaches mixtes.

Art. 9. En application de l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant de l'aide couplée au revenu pour les vaches mixtes est fixé à 150 euros par animal admissible.

Art. 10. Conformément à l'article 10, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant visé à l'article 9 peut être adapté dans les limites suivantes :

- 1° 135 euros par animal admissible minimum ;
- 2° 150 euros par animal admissible maximum.

CHAPITRE 4. — *Aide couplée au revenu pour les vaches laitières*

Art. 11. En application de l'article 17, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les races laitières sont les suivantes :

- 1° Angler ;
- 2° Brown Swiss ;
- 3° Holstein ;
- 4° Jersey ;
- 5° Laitière hollandaise ;
- 6° Pie-Rouge suédoise ;
- 7° Red Danish ;
- 8° Zwerg-Zébu.

Un animal dont la mère est de type racial viandeux ou mixte n'est pas admissible à l'aide couplée au revenu pour les vaches laitières.

Art. 12. En application de l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant de l'aide couplée au revenu pour les vaches laitières est fixé à 25 euros par animal admissible.

Art. 13. Conformément à l'article 10, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant visé à l'article 12 peut être adapté dans les limites suivantes :

- 1° 23 euros par animal admissible minimum ;
- 2° 25 euros par animal admissible maximum.

CHAPITRE 5. — *L'aide couplée au revenu pour les brebis*

Art. 14. En application de l'article 22, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, l'agriculteur encode les ovins présents dans son exploitation dans l'application informatisée d'enregistrement des animaux au cours des périodes suivantes :

- 1° entre le 1^{er} et 30 avril inclus ;
- 2° entre le 1^{er} et 30 octobre inclus.

Art. 15. En application de l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le montant de l'aide couplée au revenu pour les brebis est fixé à 27 euros par animal admissible.

Art. 16. Conformément à l'article 10, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon 23 février 2023, le montant visé à l'article 15 peut être adapté dans les limites suivantes :

- 1° 24 euros par animal admissible minimum ;
- 2° 27 euros par animal admissible maximum.

CHAPITRE 6. — Disposition finale

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Namur, le 23 février 2023.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42747]

23. FEBRUAR 2023 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe

Der Minister für Landwirtschaft

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241 und D.242;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 zur Gewährung einer gekoppelten Einkommensstützung zugunsten der Landwirte für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe, Artikel 4 Absatz 2, Artikel 6 Absatz 2 und 3, Artikel 10 Absatz 2 und 3, Artikel 11 Absatz 2, Artikel 12 Paragraf 4 Absatz 4, Artikel 14 Absatz 2, Artikel 17 Absatz 2 und Artikel 22 Paragraf 1 Absatz 3;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Gekoppelte Einkommensstützung für Eiweißpflanzen

Artikel 1 - § 1. In Anwendung von Artikel 4 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe, nachstehend "Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023" genannt, sind die beihilfefähigen Eiweißpflanzen, die als Mischkulturen untereinander oder als Reinkultur angebaut werden, folgende Kulturen:

- 1° Bockshornklee (*Trigonella foenum-graecum*);
- 2° Lupine (*Lupinus* spp.);
- 3° Sojabohne (*Glycine max*);
- 4° Winter- oder Frühjahrssorten von Acker- und Puffbohnen (*Vicia faba*);
- 5° Linsen (*Lens* spp.);
- 6° Kichererbsen (*Cicer arietinum*);

7° Frühjahrs- oder Wintersorten von Eiweißerbsen (*Pisum sativum*), mit Ausnahme der frisch geernteten Erbsen, die zur Verarbeitung im Landwirtschafts- und Ernährungssektor bestimmt sind.

§ 2. Eine Mischung zwischen beihilfefähigen Eiweißpflanzen und Gräsern, Getreide, Leguminosen oder anderen Eiweißpflanzen als denjenigen, die in Absatz 1 genannt sind, ist beihilfefähig, wenn das Gesamtgewicht des Saatguts der beihilfefähigen Eiweißpflanzen mehr als 50 % des Gewichts entspricht, das üblicherweise für ihre Aussaat in Reinkultur verwendet wird.

Das Gewicht des Saatguts, das üblicherweise für die Aussaat von Eiweißpflanzen in Reinkultur verwendet wird, ist das Gewicht gemäß Artikel 30 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität.

§ 3. Die Beihilfefähigkeit einer Kultur wird auf der Grundlage der am 31. Mai vorhandenen Bodenbedeckung bestimmt.

Art. 2 - In Anwendung von Artikel 6 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird der Betrag der gekoppelten Einkommensstützung für Eiweißpflanzen auf 375 Euro pro beihilfefähige Hektarfläche festgelegt.

Art. 3 - Gemäß Artikel 6 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 kann der in Artikel 2 genannte Betrag innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

- 1° mindestens 270 Euro pro beihilfefähige Hektarfläche;
- 2° höchstens 400 Euro pro beihilfefähige Hektarfläche.

KAPITEL 2 — *Gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Fleischtyps*

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 11 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 gelten folgende Rassen als Fleischrassen:

- 1° Angus;
- 2° Aubrac;
- 3° Bazadaise;
- 4° Bison;
- 5° Weißblaue Belgier;
- 6° Blonde d'Aquitaine;
- 7° Charolais;
- 8° Chianina;
- 9° Galloway;
- 10° Glanvieh;
- 11° Hereford;
- 12° Highland;
- 13° Limousin;
- 14° Marchigiana;
- 15° Parthenaise;
- 16° Piémontais;
- 17° Rouge des prés;
- 18° Salers;
- 19° Verbeterd Roodbont - Verbesserte Rotbunte;
- 20° Wagyu.

Ein Tier, dessen Mutter weiblichen Rindern der Milchrasse angehört, kommt nicht für die gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Fleischtyps in Betracht.

Außer in außergewöhnlichen Fällen kommt ein am oder nach dem 1. Januar 2023 geborenes Tier, dessen Mutter der Mischrasse angehört, nicht für die gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Fleischtyps in Betracht.

Art. 5 - In Anwendung von Artikel 12 Paragraph 4 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird der maximale Tierbesatz festgelegt auf:

- 1° 5 GVE pro Hektar Futterfläche von 2023 bis einschließlich 2025;
- 2° 4,5 GVE pro Hektar Futterfläche für 2026;
- 3° 4 GVE pro Hektar Futterfläche für 2027.

Für die Anwendung von Absatz 1 versteht man unter "GVE" die Großvieheinheiten im Sinne von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 48 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität.

Art. 6 - In Anwendung von Artikel 10 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird der Betrag der gekoppelten Einkommensstützung für weibliche Rinder des Fleischtyps auf 178 Euro pro beihilfefähiges Tier festgelegt.

Art. 7 - Gemäß Artikel 10 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 kann der in Artikel 6 genannte Betrag innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

- 1° mindestens 160 Euro pro beihilfefähiges Tier;
- 2° höchstens 178 Euro pro beihilfefähiges Tier.

KAPITEL 3 — *Gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Mischtyps*

Art. 8 - In Anwendung von Artikel 14 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 gelten folgende Rassen als Mischrassen:

- 1° Abondance;
- 2° westflandrische Weißrote;
- 3° gemischte Blaue;
- 4° Wasserbüffel;
- 5° Dexter;
- 6° Fleckvieh;
- 7° Maas-Rhein-Issel;
- 8° Montbéliarde;

- 9° Normande;
- 10° ostbelgische Rotbunte;
- 11° flandrische Rote;
- 12° Simmental;
- 13° Vogesenrinder.

Außer in außergewöhnlichen Fällen kommt ein am oder nach dem 1. Januar 2023 geborenes Tier, dessen Mutter der Milchrasse angehört, nicht für die gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Mischtyps in Betracht.

Art. 9 - In Anwendung von Artikel 10 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird der Betrag der gekoppelten Einkommensstützung für weibliche Rinder des Mischtyps auf 150 Euro pro beihilfefähiges Tier festgelegt.

Art. 10 - Gemäß Artikel 10 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 kann der in Artikel 9 genannte Betrag innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

- 1° mindestens 135 Euro pro beihilfefähiges Tier;
- 2° höchstens 150 Euro pro beihilfefähiges Tier.

KAPITEL 4 — Gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Milchtyps

Art. 11 - In Anwendung von Artikel 17 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 gelten folgende Rassen als Milchrassen:

- 1° Angler;
- 2° Brown Swiss;
- 3° Holstein;
- 4° Jersey;
- 5° Holländische Milchrinder;
- 6° Schwedische Rotbunte;
- 7° Red Danish;
- 8° Zwergzebus.

Ein Tier, dessen Mutter weiblichen Rindern der Fleisch- oder Mischrasse angehört, kommt nicht für die gekoppelte Einkommensstützung für weibliche Rinder des Milchtyps in Betracht.

Art. 12 - In Anwendung von Artikel 10 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird der Betrag der gekoppelten Einkommensstützung für weibliche Rinder des Milchtyps auf 25 Euro pro beihilfefähiges Tier festgelegt.

Art. 13 - Gemäß Artikel 10 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 kann der in Artikel 12 genannte Betrag innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

- 1° mindestens 23 Euro pro beihilfefähiges Tier;
- 2° höchstens 25 Euro pro beihilfefähiges Tier.

KAPITEL 5 — Gekoppelte Einkommensstützung für Mutterschafe

Art. 14 - In Anwendung von Artikel 22 Paragraf 1 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 trägt der Landwirt die in seinem Betrieb vorhandenen Schafe in die elektronische Anwendung für die Registrierung von Tieren während der folgenden Zeiträume ein:

- 1° zwischen dem 1. und 30. April einschließlich;
- 2° zwischen dem 1. und 30. Oktober einschließlich.

Art. 15 - In Anwendung von Artikel 10 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 wird der Betrag der gekoppelten Einkommensstützung für Mutterschafe auf 27 Euro pro beihilfefähiges Tier festgelegt.

Art. 16 - Gemäß Artikel 10 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 kann der in Artikel 15 genannte Betrag innerhalb der folgenden Grenzen angepasst werden:

- 1° mindestens 24 Euro pro beihilfefähiges Tier;
- 2° höchstens 27 Euro pro beihilfefähiges Tier.

KAPITEL 6 — Schlussbestimmung

Art. 17 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Namur, den 23. Februar 2023

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[C – 2023/42747]

23 FEBRUARI 2023. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gekoppelde steun aan de landbouwers voor eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsonderhoud (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.241 en D.242;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, de artikelen 4, tweede lid, 6, tweede lid en derde lid, 10, tweede lid en derde lid, 11, tweede lid, 12, § 4, vierde lid, 14, tweede lid, 17, tweede lid en 22, § 1, derde lid;

Gelet op het verslag van 18 november 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Gekoppelde steun voor eiwithoudende gewassen

Artikel 1. § 1. Overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende gekoppelde steun aan de landbouwers voor eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen, hierna "het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023" genoemd, zijn de subsidiabele eiwithoudende gewassen, aangeplant als zuivere teelt of in een mengsel van gewassen, de volgende:

1° fenegriek (*Trigonella foenum-graecum*) ;

2° lupine (*Lupinus spp.*) ;

3° sojaboon (*Glycine max*) ;

4° tuinbonen en veldbonen (winterrassen of zomerrassen) (*Vicia faba*) ;

5° linzen (*Lens spp.*) ;

6° kikkererwt (*Cicer arietinum*) ;

7° eiwitrijke erwten (winterrassen of zomerrassen) (*Pisum sativum*) met uitzondering van vers geoogste en voor voedselverwerking bestemde erwten.

§ 2. Een mengsel van subsidiabele eiwithoudende gewassen met grassen, granen, peulvruchten of andere dan de in lid 1 bedoelde eiwithoudende gewassen is subsidiabel indien het totale gewicht van het zaazaad van de subsidiabele eiwithoudende gewassen meer bedraagt dan 50% van het gewicht dat doorgaans wordt gebruikt voor de inzaai in zuivere teelt.

Het gewicht aan zaden die gewoonlijk worden gebruikt voor de inzaai van eiwithoudende gewassen in zuivere teelt zijn die welke worden bedoeld in artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen van de tegemoetkomingen en steun van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit.

§ 3. De subsidiabiliteit van een gewas wordt vastgesteld op basis van de bodembedekking op 31 mei.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 6, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, wordt het bedrag van de gekoppelde steun voor eiwithoudende gewassen vastgesteld op 375 euro per subsidiabele hectare.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 6, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, kan het bedrag bedoeld in artikel 2 worden aangepast binnen de volgende perken:

1° 270 euro minimum per subsidiabele hectare;

2° 400 euro maximum per subsidiabele hectare.

HOOFDSTUK 2. — Gekoppelde steun voor vrouwelijke vleesrunderen

Art. 4. Overeenkomstig artikel 11, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, zijn de vleesrunderen de volgende:

1° Angus;

2° Aubrac;

3° Bazadaise;

4° Bizon;

5° Belgisch witblauw;

6° Blonde d'Aquitaine;

7° Charolais;

8° Chianina ;

9° Galloway ;

10° Glanvieh ;

11° Hereford ;

12° Highland ;

13° Limousin ;

14° Marchigiana ;

15° Parthenaise ;

16° Piémontees;

17° Rouge des prés ;

18° Salers ;

19° Verbeterd Roodbont;

20° Wagyu.

Een dier waarvan de moeder van het zuiveltype is, komt niet in aanmerking voor de gekoppelde steun voor vrouwelijke vleesrunderen.

Behoudens uitzonderlijke omstandigheden komt een vanaf 1 januari 2023 geboren dier waarvan het moederdier van een gemengd ras is, niet in aanmerking voor de gekoppelde steun voor vrouwelijke vleesrunderen.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 12, § 4, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, wordt de maximale veebezetting vastgesteld op:

1° 5 GVE per hectare voederareaal van 2023 tot en met 2025;

2° 4,5 GVE per hectare voederareaal voor 2026;

3° 4 GVE per hectare voederareaal voor 2027.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt verstaan onder "GVE" de grootvee-eenheden in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 48°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen van de tegemoetkomingen en steun van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit

Art. 6. Overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, wordt het bedrag van de gekoppelde steun voor vrouwelijke vleesrunderen vastgesteld op 178 euro per subsidiabel dier.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 10, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, kan het bedrag bedoeld in artikel 6 worden aangepast binnen de volgende perken:

1° 160 euro minimum per subsidiabele dier;

2° 178 euro maximum per subsidiabele dier.

HOOFDSTUK 3. — *Gekoppelde steun voor gemengde koeien*

Art. 8. Overeenkomstig artikel 14, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, zijn de gemengde rassen de volgende:

1° Abondance ;

2° Wit-Rood van West-Vlaanderen;

3° Gemengde witblauw melkkoe;

4° Waterbuffel (Wasserbüffel);

5° Dexter ;

6° Fleckvieh ;

7° Maas-Rijn-Yssel ;

8° Montbéliarde ;

9° Normande ;

10° "Rouge-Pie de l'Est de la Belgique" ;

11° Vlaams Rood;

12° Simmental ;

13° Vosgienne.

Behoudens uitzonderlijke omstandigheden komt een vanaf 1 januari 2023 geboren dier waarvan het moederdier van het zuiveltype is, niet in aanmerking voor de gekoppelde steun voor gemengde koeien.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, wordt het bedrag van de gekoppelde steun voor gemengde koeien vastgesteld op 150 euro per subsidiabel dier.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 10, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, kan het bedrag bedoeld in artikel 9 worden aangepast binnen de volgende perken:

1° 135 euro minimum per subsidiabel dier;

2° 150 euro maximum per subsidiabel dier.

HOOFDSTUK 4. — Gekoppelde steun voor melkkoeien

Art. 11. Overeenkomstig artikel 17, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, zijn de melkkoeien de volgende:

- 1° Angler ;
- 2° Brown Swiss ;
- 3° Holstein ;
- 4° Jersey ;
- 5° Hollandse melkkoe;
- 6° Zweeds Roodbont;
- 7° Red Danish ;
- 8° Zwergzebu.

Een dier waarvan de moeder van het vleestype of van het gemengde type is, komt niet in aanmerking voor de gekoppelde steun voor melkkoeien.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, wordt het bedrag van de gekoppelde steun voor melkkoeien vastgesteld op 25 euro per subsidiabel dier.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 10, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, kan het bedrag bedoeld in artikel 12 worden aangepast binnen de volgende perken:

- 1° 23 euro minimum per subsidiabel dier;
- 2° 25 euro maximum per subsidiabel dier.

HOOFDSTUK 5. — Gekoppelde steun voor schapen

Art. 14. Overeenkomstig artikel 22, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, moet de veehouder de op zijn bedrijf aanwezige schapen in de geautomatiseerde registratieapplicatie invoeren gedurende de volgende perioden:

- 1° tussen 1 tot en met 30 april;
- 2° tussen 1 tot en met 30 oktober.

Art. 15. Overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, wordt het bedrag van de gekoppelde steun voor schapen vastgesteld op 27 euro per subsidiabel dier.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 10, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, kan het bedrag bedoeld in artikel 15 worden aangepast binnen de volgende perken:

- 1° 24 euro minimum per subsidiabel dier;
- 2° 27 euro maximum per subsidiabel dier.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepaling

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Namen, 23 februari 2023.

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42748]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242 alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.245 à 249 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole, les articles 8, alinéa 1^{er}, 14, 15, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 28 ;